

République du Bénin  
-----  
**Cour constitutionnelle**  
-----



# **GREFFE**

N° 065 / CC/GEC

**PREMIERE CHAMBRE DE MISE EN ETAT  
RÔLE DU MARDI 25 JUIN 2024  
HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle  
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
1.	0129/026/REC-24 du 23/01/2024	Fabien MIATOU	Commissaire en charge du commissariat de Houègbo <b>(Me Jonel Credo do REGO)</b>	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
2.	0503/088/REC-24 du 08/03/2024	Mireille CAPO-CHICHI <b>(SPCA DTAF)</b>	Président de la Chambre des Criées du tribunal de 1 <sup>ère</sup> instance de 1 <sup>ère</sup> classe de Cotonou	Recours en inconstitutionnalité du jugement ADD n°002/2024-CH- CRIEES du 09 février 2024, rendu par la chambre des Criées du tribunal de 1 <sup>ère</sup> instance de 1 <sup>ère</sup> classe de Cotonou.	
3.	0766/127/REC-24 du 04/04/2024	-Bio Denis ALPHA KAPIPO -Samuel ADJACLO -Honoré ADJACLO -Sémako Félicien SEGLA	Procureur de la République près le tribunal de 1 <sup>ère</sup> instance de 2 <sup>ème</sup> classe d'Abomey-Calavi	Recours pour non-exécution de la décision DCC 23-040 du 23 février 2023.	



4.	0769/129/REC-24 du 04/04/2024	Hodéou HOUNTONDJI	Edouard	Village d'Enfants SOS, représenté par messieurs Basile KOSSOU, Schadrac AGBATO et Modeste ALLASSANE	Plainte pour « faux, versement de fausses pièces dans un dossier judiciaire ».	
5.	0780/130/REC-24 du 05/04/2024	Mahounkpégo FATON	Hénoc	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Recours pour violation des articles 8, 26 nouveau et 35 de la Constitution.	
6.	0814/134/REC-24 du 11/04/2024	-Océane JUVENCIO -Nirine JUVENCIO		-Ruf JUVENCIO -Gaétan JUVENCIO	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	



7.	0829/136/REC-24 du 15/04/2024	Seho Prudencio ANATO	-Ministère du Cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable -Mairie de la commune d'Abomey-Calavi -Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire	Recours pour « expropriation illégal d'une parcelle sise à Godomey ».	
8.	0920/154/REC-24 du 29/04/2024	Landry Angelo ADELAKOUN et autres.	-Préfet du département du Littoral -Commissaire en charge du commissariat central de Cotonou.	Recours en inconstitutionnalité de l'interdiction de la marche pacifique du samedi 27 avril 2024 et de l'arrestation des responsables syndicaux.	
9.	0931/155/REC-24 du 30/04/2024	Mahoutin Virgile BASSA	Préfet du département du Littoral	Recours contre le communiqué du préfet en date du 25 avril 2024 pour violation de la Constitution et de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.	



10.	0987/163/REC-24 du 10/05/2024	Fabien MIATOU	Commissaire en charge du commissariat de Houègbo	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
11.	1073/185/REC-24 du 24/05/2024	Fayçal Nadey DANGO	Préfet du département du Littoral	Recours pour violation de l'article 25 de la Constitution	

**NOUVELLES AFFAIRES**

12.	0958/159/REC-24 du 06/05/2024	Fagbédjé Abel Fabrice HOUESSOU	Ministère Délégué auprès du Président de la République Chargé de la Défense Nationale	Recours en inconstitutionnalité de la décision n°2377/EMAT/DRH/BGP/SAB/SEC portant radiation de militaires de rang dans l'armée de terre pour cause de désertion.	
-----	----------------------------------	-----------------------------------	--	--	--



13.	1012/167/REC-24 du 15/05/2024	-Laïssi Lassissi OLADJIDE -Franck TAO	Juge du 1 <sup>er</sup> cabinet d'instruction du Tribunal de 1 <sup>ère</sup> instance de 2 <sup>ème</sup> classe de Ouidah	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
14.	1084/186/REC-24 du 27/05/2024	Raphaël AMOU	Procureur de la République près le tribunal de 1 <sup>ère</sup> instance de 2 <sup>ème</sup> classe d'Abomey	Recours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
15.	1085/187/REC-24 du 27/05/2024	Benoît HOUNGUIA	Juge du 1 <sup>er</sup> cabinet d'instruction du Tribunal de 1 <sup>ère</sup> instance de 2 <sup>ème</sup> classe de Lokossa	Recours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	



16.	156/190/REC-24 du 31/05/2024	Alphonse BOCO	Ministère Délégué auprès du Président de la République Chargé de la Défense Nationale	Demande d'avancement au grade de caporal-chef en application de l'article 137 de la loi n°2005-43 du 26 juin 2006.	
17.	1092/191/REC-24 du 28/05/2024	-Ernest ZINDJO -Saliou Moussa TABE -Oumar SOULEMANE -Hama DAOUDA -Géraldo A. GBAGUIDI -Joseph WOGO -Romain AÏZANON -Wilfried AMOUSSOU -Joseph M. GOUSSANOU	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	-Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire. -Recours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
18.	1104/192/Rec-24 du 29/05/2024	Théodore TAWEMA	Maire de la Commune de Natitingou	Demande de dédommagement suite à l'expropriation de deux (02) parcelles de monsieur Daniel TAWEMA à Natitingou.	



19.	1129/196/REC-24 du 03/06/2024	Salomon N. TADE	Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours pour détention arbitraire et vice de procédure.	
20.	1134/198/REC-24 du 04/06/2024	Alfred SOGNIDODE	-Procureur spécial près la CRIET -Président de la chambre de jugement de la CRIET -Agent Judiciaire du Trésor	Recours pour violation de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.	
21.	1137/199/REC-24 du 04/06/2024	Prudence KAYODE	Président de la commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	





22.	1142/200/REC-24 du 04/06/2024	Janvier HESSOU	Secrétaire général du Gouvernement	Recours en inconstitutionnalité du décret n°2023-617 du 06 décembre 2023 portant réglementation du permis de construire et du permis de démolir en République du Bénin.	
23.	1153/205/REC-24 du 07/06/2024	Salomon N. TADE	Président de la commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET).	Recours en inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	

Cotonou, le 20 JUIN 2024

Le greffier en Chef,



**Sylvestre FARRA**